

À la poursuite des ressources ou l'épopée humaine

Par

Michel Griffon, CHERCHEUR 11 janvier 2018 (DÉMOGRAPHIE, IMMIGRATION, MIGRATION)

Pourquoi la planète est-elle peuplée de façon si hétérogène ? Au fil de leur histoire, les humains se sont principalement déplacés en fonction de la disponibilité des ressources. La révolution industrielle et la mondialisation ont changé la donne, sans freiner la mobilité humaine.

Pourquoi la Chine et l'Inde sont-elles si peuplées ? Pourquoi l'Europe l'est-elle aussi, alors que les Amériques apparaissent, globalement, vastes et relativement vides, tout comme la Russie ? Pourquoi, en Afrique, des zones à haute densité de population côtoient-elles des zones à basse densité ? Comment s'est réalisé le peuplement de la planète ? Les hommes se sont-ils simplement installés là où étaient les ressources ? Si tout cela était simple et clair, on pourrait en tirer des enseignements et anticiper la situation future du peuplement planétaire, alors que la population va s'accroître considérablement jusqu'à la fin du siècle. Dans cette perspective, quel est l'avenir des migrations mondiales alors qu'en Europe le refus de l'accueil des migrants devient une obsession politique pour toute une partie de l'opinion et alimente les réactions de l'extrême droite ?



UNE RÉPARTITION SPATIALE TRÈS HÉTÉROGÈNE

L'observation des densités de population, à l'échelle du monde, fait apparaître une grande hétérogénéité, des déserts humains aux incroyables densités des mégapoles. L'Asie et l'Europe comptent pour plus de la moitié de la population humaine. À cela s'ajoutent des noyaux denses secondaires, comme la côte Est des États-Unis d'Amérique, les pays du golfe de Guinée ou les grandes zones urbaines d'Amérique latine (la côte sud-est du Brésil et la région capitale de l'Argentine).

Il y a aussi les zones désertiques, qui forment une bande planétaire presque continue, qui part du Nordeste du Brésil et va jusqu'en Chine du Nord en passant par le Sahara et l'Asie centrale. Les régions polaires sont presque inhabitées, ainsi que – à l'autre extrême climatique – les grands massifs forestiers d'Amazonie, du bassin du Congo et d'Asie du Sud-Est. Autres lieux inhospitaliers où la population est faible : les hautes montagnes. Ailleurs, les populations se sont souvent regroupées dans les régions littorales, où l'on trouve des plaines fertiles et des ressources en eau généralement abondantes. Enfin, il y a de fortes concentrations urbaines historiques comme la région de São Paulo et Rio de Janeiro. Comment expliquer la répartition des sociétés dans l'espace ?



DES CHASSEURS-CUEILLEURS AUX RÉVOLUTIONS INDUSTRIELLES

Le mieux serait de reconstituer l'histoire du peuplement, mais on est encore loin de savoir le faire. Tout au plus peut-on survoler cette épopée qu'est la conquête de notre planète et de ses ressources par les sociétés humaines.

Après près de sept millions d'années d'occupation de la planète par différentes formes d'hominidés, les héritiers de cette évolution, Néandertal puis l'*homo sapiens*, viennent vraisemblablement d'Afrique où ils subissent les changements de climat et les transformations des écosystèmes, auxquels ils ont dû s'adapter^[1]. Il est aussi admis, grâce à des travaux de génomique, que la souche des humains actuels est, à un moment de l'histoire, très peu nombreuse. Avec le temps et la croissance démographique, cette population, qui était composée de chasseurs-cueilleurs, utiliserait progressivement de plus vastes espaces. Une fois les ressources locales de la chasse épuisées, elle se déplacerait. La mobilité est certainement un comportement naturel initial de la population humaine. L'extension de la chasse aurait conduit à faire disparaître les espèces animales convoitées et condamné à chercher d'autres voies pour s'alimenter. La curiosité a sans doute été aussi un motif de migration vers des espaces nouveaux.

À partir de -10 000 (le Néolithique), dans le croissant fertile (actuellement Irak et Syrie) et dans d'autres régions du monde, les sociétés inventent l'agriculture et donc l'ancrage territorial des futures civilisations. Désormais, s'établissent des formes de possession de l'espace et des ressources fixes (le sol et l'eau), les ressources antérieures étant mobiles (les disponibilités en pâturage et le gibier). L'assèchement climatique de l'Afrique du Nord conduit ainsi les populations à s'installer sur les bords du Nil. Mais dès lors, les sociétés sont confrontées à une concurrence pour l'accès aux ressources fixes, entre lignages et entre groupes plus importants (villages, tribus). L'organisation sociale nécessaire pour répartir les droits d'accès et les règles d'usage, afin de préserver la paix au sein des communautés, prend la forme de pouvoirs centralisés, débouchant sur des grandes cités-États puis des « empires hydrauliques^[2] ».

À partir de -10 000, les sociétés inventent l'agriculture et donc l'ancrage territorial des futures civilisations.

Ayant occupé de cette manière des régions entières et ayant atteint leurs limites (frontières naturelles ou partage de territoires entre différentes sociétés), les hommes doivent migrer. Il y a certainement eu beaucoup de « verts pâturages » et de « terres d'opportunité » pour les peuples nomades et les migrants. Certains partent vers l'Occident – là où le soleil se meurt – inaugurant, sans doute, les grands mouvements de population futurs. D'autres partent vers l'Orient – le levant. Mais dans les lieux où la population s'est densifiée, l'espace et les ressources disponibles, ainsi que les techniques utilisées, ne permettent pas à tous de s'alimenter suffisamment. Il en résulte des pénuries, des disettes et des famines dans les cas les plus graves. On a repéré environ 190 famines dans l'histoire du monde à partir du X^e siècle, dont un bon nombre sur le territoire de la France actuelle^[3]. On peut penser qu'il y en a eu bien plus. Les famines condamnent les sociétés à une nouvelle errance et à des migrations de grande envergure, comme celles qui marquent l'histoire de l'Europe occidentale, des Celtes aux « invasions barbares » trois millénaires après, attirées aussi par le développement de l'Empire romain, ou celles de la succession des migrations précolombiennes de l'Amérique du Nord vers le Sud, en Amérique centrale. Ces situations engendrent aussi des guerres et la conquête d'espaces et de ressources pour les piller ou se les approprier, comme ce fut le cas des sociétés conquérantes d'Europe du Nord (Vikings, Angles) et d'Asie Centrale : les Alains, les Huns ou les Mongols, cinq siècles plus tard. Puis, encore plus tard, les Arabo-Musulmans.

Aujourd'hui encore, le schéma malthusien^[4], bien que marginal, est toujours pertinent. Dans de nombreux lieux, la technologie nécessaire pour accroître la production n'est pas accessible (principalement pour des raisons de pauvreté). Ces crises malthusiennes atteignent, par exemple, les montagnes d'Afrique du Nord, les hautes plaines d'Afrique de l'Est, les marges septentrionales du Sahel, l'Altiplano centraméricain, certaines îles comme Haïti. Elles peuvent trouver des solutions partielles avec les aides alimentaires et l'argent envoyé par

les immigrés à leurs familles. Près d'un tiers du produit intérieur brut népalais serait ainsi issu des revenus de l'immigration du golfe Persique^[5].

La solution historique aux situations malthusiennes européennes sera la révolution industrielle.

À partir du XV^e siècle, l'Europe, continent

surpeuplé, commence à migrer vers les Amériques. Mais la solution viendra de la révolution industrielle. Le développement d'une économie diversifiée (textile, sidérurgie, production d'énergie à partir des ressources fossiles...), tout en favorisant l'urbanisation, entraîne l'émergence et la croissance d'une demande alimentaire nouvelle. La division du travail (spécialisation des métiers) conduit les agriculteurs à monétariser une part croissante de leur activité. Sortant ainsi de l'économie alimentaire d'autosubsistance et de troc local, les sociétés entrent dans une économie marchande. L'essor de l'emploi industriel urbain accroît la demande adressée à l'agriculture et stimule sa productivité. Une partie des ruraux accède aux emplois industriels urbains. Le courant migratoire des campagnes vers les villes est toujours très rapide dans les pays qui connaissent une industrialisation massive, comme la Chine.



LES GRANDES MIGRATIONS COLONISATRICES

Enfin, les colonisations territoriales sous l'égide des États ont profondément marqué les paysages et les sociétés colonisées. À partir du XVI^e siècle, elles créent massivement, dans les Amériques, de très grandes exploitations agricoles, reléguant souvent les anciennes populations agricoles sur des espaces restreints. Les colonisations espagnole et portugaise constituent d'immenses *haciendas* d'élevage en confisquant les terres. La colonisation britannique de l'Amérique du Nord a l'allure d'une course à la terre ; les populations spoliées sont concentrées dans des réserves indigènes pour mettre fin aux guerres de conquête. Sur une durée de plus de deux siècles, est organisée la « traite des noirs », qui entraînera 13 millions d'Africains outre-Atlantique et 17 millions vers le monde arabo-musulman. Et pendant un siècle, près de 55 millions de migrants quittent l'Europe pour les Amériques, à la recherche d'espace. De même en Afrique australe et en Australie. La colonisation française, elle aussi, constitue de vastes domaines en Afrique du Nord. Ces colonisations accaparent très souvent l'espace qui avait le statut de communs pour les populations indigènes.

Au XX^e siècle, les très grandes exploitations ainsi constituées sont vite mécanisées, atteignant des niveaux élevés de productivité, avec un recours limité à la main-d'œuvre. Ce modèle est aussi celui de la colonisation des espaces forestiers tropicaux considérés comme vierges, mais souvent habités par des sociétés indigènes. Et en Europe, le socialisme agraire des soviétiques reprend le même modèle des très grandes exploitations (kolkhozes et sovkhozes). La propriété foncière, à l'échelle du monde, est ainsi devenue très inégalitaire : de très grandes exploitations (aujourd'hui environ 5 millions) possèdent une grande part de la terre ; à l'extrême opposé, survivent des micro-exploitations et des « sans terre », héritiers d'une spoliation foncière historique ou de situations malthusiennes (vraisemblablement plus de 2 milliards de ménages) et des exploitations familiales moyennes de l'Occident et du Japon, issues de réformes foncières et des colonisations (de l'ordre de 20 millions).



VERS UNE MONDIALISATION DE LA POPULATION ?

La période actuelle est celle de la mondialisation. Les migrations ont pris un autre caractère et se font par de nouveaux circuits. Bien sûr, reste la pression malthusienne des pauvres d'Afrique, d'Amérique centrale et d'Asie. D'anciens « trop-pleins » démographiques continuent d'alimenter des flux, par exemple de la Chine vers la Sibérie orientale. La nouvelle immigration se dirige vers les pays qui ont besoin de main-d'œuvre à bas prix. S'y ajoutent les réfugiés fuyant les guerres et, bientôt, les nouveaux désastres climatiques. Par ailleurs, la délocalisation d'activités et, surtout, l'orientation des investissements industriels vers les pays à main-d'œuvre abondante et bon marché provoquent des migrations vers les villes, faisant de la migration campagnes-villes un phénomène supplémentaire gigantesque à l'échelle de la planète.



UNE ÉPOPÉE INCONTRÔLABLE

De cette épopée, retracée ici dans ses très grandes lignes, on peut tirer plusieurs conclusions sur la localisation des populations humaines et des ressources. Tout d'abord, l'histoire du monde est faite de migrations. Les hommes ont toujours changé de place quand les ressources locales ont fait défaut. Tant qu'il y aura des espaces apparemment libres, il y aura des populations disposées à les occuper, des plus riches aux plus pauvres. Les flux qui en résultent se sont souvent imposés aux pouvoirs locaux préexistants : vagues d'invasion nord-sud en Amérique centrale précolombienne, vagues successives est-ouest en Europe de l'Ouest après l'effondrement de l'Empire romain, colonisation ibérique de l'Amérique du Sud, colonisation européenne de l'Amérique du Nord et des Afriques...

Les populations vont
là où sont les
ressources fixes :
terre fertile (fronts

pionniers forestiers), eau, minéraux (ruée vers l'or), opportunités de moyens d'existence offertes par les villes (emplois domestiques du Moyen-Orient), offres massives d'emploi, pays réputés pour offrir des opportunités (Canada)... Ces mouvements de population connaissent souvent des accélérations dues à des événements violents : vagues migratoires à la suite de sécheresses (Sahel) ou de guerres ethniques et nationalistes (Rwanda, Darfour, Somalie, Yougoslavie)...

Au fur et à mesure de l'augmentation de la population, les possibilités migratoires se figent car l'espace est de plus en plus approprié. La terre anciennement occupée fait l'objet de titres de propriété. Les terres récemment occupées appartiennent à de nouveaux « ayant-droit » (souvent autoproclamés) et les opportunités de « terres neuves » diminuent. Cette rigidification progressive de la possession de l'espace consacre les immenses inégalités de distribution entre les humains élaborées au long de l'histoire.

Dès lors, la
problématique de la
localisation des
populations évolue :

la mondialisation des marchés et les faibles coûts de transport par rapport au passé assurent une mobilité inédite des personnes et des biens. Les implantations industrielles deviennent mobiles, évolutives ; elles s'installent là où les coûts du travail sont faibles, là où se situent les ressources qui ont un coût d'accès

L'histoire du monde est faite de migrations. Les hommes ont toujours changé de place quand les ressources locales ont fait défaut.

Au fur et à mesure de l'augmentation de la population, les possibilités migratoires se figent car l'espace est de plus en plus approprié.

avantageux (l'énergie à bas prix, les hautes densités de consommateurs). Les sociétés deviennent flexibles : emplois éphémères, localisation des salariés susceptibles de mobilité.

Dans cette perspective, les mouvements de population vont devenir plus complexes. L'immigration continuera à prendre sa source là où l'économie de marché est faible (grande pauvreté et faible consommation) et où le très bas coût de la main-d'œuvre la destine à migrer vers les concentrations ouvrières. Les coûts du travail y sont les moins élevés, les métiers y sont plus rudes et moins qualifiés. Les régions de faible population et de pauvreté absolue n'intéressent pas les entreprises : elles demeurent des sources d'alimentation d'un nouveau prolétariat mondialisé. Au contraire, les régions densément peuplées, même pauvres, où la main-d'œuvre peut être formée aux nouvelles techniques, sont susceptibles d'intéresser des relocalisations industrielles pour bénéficier de l'abondance de cette « armée de réserve » et, éventuellement, pour y établir les bases d'une demande future, assise sur l'émergence d'une classe moyenne.



L'AFRIQUE : UN ENJEU SPÉCIFIQUE ?

En Afrique, des transformations importantes, liées à la démographie et aux ressources, sont à attendre. Le continent africain pourrait dépasser les 3,5 milliards d'habitants au cours de ce siècle, sauf réduction brutale de la fécondité^[6]. Avec une telle croissance, l'Afrique de l'Ouest^[7], par exemple, pourrait devenir un lieu de graves difficultés. Pourra-t-elle se penser comme une nouvelle Chine, une part importante des investissements productifs mondiaux s'y localisant et entraînant une croissance économique permettant d'intégrer une part significative de la main-d'œuvre ? Cela supposerait que les emplois, nouveaux et délocalisés, soient assez nombreux. Mais la révolution numérique qui se profile se traduira par des emplois très productifs, vraisemblablement moins nombreux qu'espérés. Ce raisonnement a certes été démenti dans l'histoire des révolutions industrielles par d'autres accroissements massifs d'emplois dans les nouveaux secteurs. Mais la révolution numérique aura-t-elle les mêmes effets ?

Dans l'hypothèse où il n'y aurait pas assez d'emplois pour offrir un avenir productif aux deux ou trois générations africaines à venir, il ne resterait d'abord comme issue que la survie dans des mégapoles – autrement dit, la généralisation d'un scénario de type Lagos (Nigeria) –, où la plus grande partie de la population urbaine vivrait des miettes laissées par les catégories intégrées à l'économie formelle. Une autre hypothèse serait qu'une grande partie de la population urbaine pauvre occupe les terres périphériques des grandes villes, pour y faire des jardins de survie alimentaire. C'est le cas à Harare (Zimbabwe), avec de multiples jardins de maïs. Maîtrisée socialement, par exemple avec la permaculture et des solutions écologiquement intensives, cette voie pourrait constituer une base de sécurité pour ces populations. Une troisième hypothèse verrait la constitution d'une économie *sui generis*, fondée sur une demande endogène, avec des techniques et des circuits propres. Ce serait une généralisation et peut-être une structuration plus viable de l'économie informelle locale. Cette voie se cherche actuellement^[8]. Une quatrième hypothèse supposerait une densification agricole dans les vastes périphéries des villes, de manière à créer un environnement plus sain et générateur d'emplois dans la bio-économie^[9]. Mais elle exigerait un partage des terres : une opération risquée, en raison des conflits potentiels, qui demanderait des investissements extérieurs massifs dans l'agriculture afin de faciliter le partage et l'utilisation de nouvelles technologies, viables et durables sur le plan environnemental. Mais ce serait une révolution agricole écologique d'envergure.

Si rien de cela ne se produit ou si cela reste embryonnaire, la « tentation de l'Occident » sera la plus forte et nombreux sont ceux qui voudront traverser la Méditerranée. Bien d'autres scénarios catastrophiques pourraient aussi y mener (des guerres régionales Nord-Sud comme au Biafra et en Côte d'Ivoire, des guerres

entre islamisme et États comme au Mali, ou encore décomposition de l'État et avènement de seigneurs de la guerre comme au Liberia et en Sierra Leone).



L'ADAPTATION FACE AUX PERTURBATIONS CLIMATIQUES

L'évolution du climat pourrait devenir un facteur essentiel de relocalisation démographique à long terme. Les régions menacées de sécheresses accrues sont déjà des régions à faible population ; il ne devrait donc y avoir dans ces régions que des effets de confirmation des départs. En revanche, les régions d'arrivée des migrants devraient connaître une forte concurrence pour l'espace. Les modifications principales pourraient concerner les fronts pionniers proches des hautes densités de population comme dans l'Est du bassin du Congo. Mais il pourrait y avoir des mouvements d'une tout autre envergure avec la montée des eaux de mer, des estuaires et deltas à haute densité de peuplement comme le Bangladesh ou les deltas du fleuve Rouge et des grands fleuves chinois. Difficile d'imaginer la carte qui en résultera à la fin du siècle...

La fin progressive des énergies fossiles et l'émergence du solaire et de la biomasse pourraient aussi contribuer à relocaliser des activités industrielles ne nécessitant pas beaucoup d'énergie localement. Mais c'est surtout le numérique qui pourrait induire certaines évolutions significatives : installations industrielles plus petites et plus mobiles pour s'adapter rapidement aux changements technologiques, relocalisations d'activités hors des villes pour diminuer les coûts fonciers.



EMPÊCHERONS-NOUS LES RIVIÈRES DE COULER ?

La grande vague démographique, la mondialisation de l'économie marchande et son paradigme de mobilité générale vont certainement faire évoluer la problématique de la localisation des populations. Même si la mondialisation connaît un ralentissement en ce qui concerne les liens entre les très grandes économies, les avantages liés à une main-d'œuvre abondante et bon marché dans les pays du Sud resteront. Cela se traduira-t-il par des migrations de personnes ou d'usines ? Difficile d'en faire la prospective. D'une part, on a le sentiment d'une sorte de « remplissage » des grandes villes locales par les populations et d'un certain dynamisme économique interne, comme si les murs qui se dressent pour empêcher l'immigration remplissaient leur objectif. Il pourrait même y avoir un retour des immigrés dotés d'expérience, de capacités techniques, d'esprit entrepreneurial et de financements pour créer des entreprises dans leur pays d'origine. Mais d'autre part, dans un scénario de libéralisation mondiale, les moteurs de mobilité humaine risquent d'accélérer : mouvements de capitaux, mouvements des machines (réimplantations), nouvelles usines du secteur numérique (nouvelles localisations), circulation des idées de démocratie et de liberté, télévision et internet comme vecteurs d'envies de consommation, exigence de pouvoir voyager sans difficulté (les touristes arrivent sans difficulté dans des pays d'où il est difficile de partir^[10]), appel démographique inéluctable dans les pays à déficit de fécondité (comme en Europe continentale) pour pourvoir les emplois, migration rural-urbain, agrandissement des villes et redéfinition des périphéries... Dans cette hypothèse, les mobilités devraient être plus diversifiées et peut-être plus réversibles. Sur le long terme, ces tendances dessinent un monde plus mobile, plus mélangé, où les origines géographiques de ceux qui habitent les villes sont plus diluées.

L'opposition entre la tendance à la fermeture, allant vers la xénophobie, et une tendance universaliste est-elle inéluctable ?

Une chose paraît certaine : à long terme, contrôler les

frontières sera de même nature que faire barrage à une rivière avec les mains. Et si la pression des mouvements se fait plus forte ou que des questions vitales pour les migrants se posent (asile politique, catastrophes climatiques...), la morale devrait l'emporter, faute de quoi les oppositions au sein des pays d'accueil seraient intenables. L'opposition entre la tendance à la fermeture, allant vers la xénophobie, et une tendance universaliste est-elle inéluctable ? Des solutions intelligentes existent, à l'image de ce que propose Amin Maalouf^[11] en organisant progressivement une réversibilité et une fluidité entre les espaces géographiques de départ et d'arrivée et en créant, dans les sociétés civiles, des canaux financiers, commerciaux et culturels entre les rives. De même, pourrait être recherchée une combinaison entre un espace public laïc intégratif et la richesse de différents espaces culturels privés, afin que les cultures privées persistent mais qu'elles trouvent aussi des domaines d'intégration dans l'espace public.

[1] En juin 2017, les professeurs Jean-Jacques Hublin et Abdelouahed Ben-Ncer annoncent une découverte majeure : les plus anciens *homo sapiens* seraient apparus au Maroc et non en Afrique de l'Est. Grâce aux fossiles de trois adultes et d'un adolescent, ils font désormais remonter l'apparition de notre ancêtre à -300 000 ans (soit 100 000 ans plus tôt que ce que nous pensions jusque-là) [NDLR]. < https://www.sciencesetavenir.fr/archeo-paleo/archeologie/jebel-irhoud-raconte-par-jean-jacques-hublin-et-abdelouahed-ben-ncer_114739 >

[2] Maurice Godelier, *La notion de « mode de production asiatique » et les schémas marxistes d'évolution des sociétés*, Centre d'études et de recherches marxistes, 1964.

[3] Cf. les travaux de Fernand Braudel et Amartya Sen.

[4] « *Le malthusianisme analyse le caractère fini des capacités de renouvellement des ressources de la biosphère et les risques d'évolution des écosystèmes vers des situations non durables, confronté à l'accroissement des besoins des populations dont une grande partie sont des pauvres.* » M. Griffon, *Nourrir la planète*, Odile Jacob, 2006 [NDLR].

[5] Et cela ne fait qu'augmenter, pour répondre à la demande de tous les chantiers ouverts pour la Coupe du monde de football 2022, qui aura lieu en Arabie Saoudite. À ce sujet, voir le rapport d'Amnesty International « Turning people into profits » (publié en 2017) appelant à protéger les travailleurs népalais, victimes de maltraitance et d'exploitation dans tous les pays du Golfe [NDLR]. <https://www.amnesty.be/infos/actualites/article/nepal-exploitation-des-travailleurs-migrants>

[6] Sur les enjeux mondiaux liés à la démographie, voir le dossier « Fécondité : un enjeu écologique ? » *Revue Projet*, n°359, été 2017 [NDLR]. http://www.revue-projet.com/dossier_revue/fecondite-un-enjeu-pour-la-planete/

[7] Il faudrait aussi envisager les cas socialement explosifs de l'Afrique australe et de l'Afrique des grands lacs.

[8] Toutes les villes du Golfe de Guinée et d'Afrique australe connaissent ce phénomène de rurbanisation.

[9] Autrement dit, la valorisation écologiquement intensive et durable de toutes les ressources de la biosphère locale.

[10] L'Organisation mondiale du tourisme (OMT) prévoit, en 2030, plus de 300 millions d'entrées touristiques annuelles dans les pays du pourtour de la Méditerranée, alors que les visas pour entrer en Europe sont délivrés avec parcimonie aux ressortissants des pays du sud de cette mer, cf. le rapport « Faits saillants OMT du tourisme, édition 2017 ». <https://www.e-unwto.org/doi/pdf/10.18111/9789284419050>

[11] Amin Maalouf, *Le dérèglement du monde*, Grasset, 2009.
